

## Burundi : une table ronde pour mobiliser les fonds du PNIA

Arrib News, 14/03/2012 – Source XinhuaLe gouvernement burundais a organisé mardi à Bujumbura une table ronde de deux jours de mobilisation des ressources financières du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) sous le thème "investir dans l'agriculture de marché, familiale, professionnelle et respectueuse de l'environnement". Le gouvernement du Burundi sollicite un engagement sans faille de tous ses partenaires techniques et financiers en l'occurrence les partenaires de l'assistance bilatérale et multilatérale, les ONG, les investisseurs privés aussi bien burundais qu'étrangers, les organisations de producteurs etc (...) à participer activement au financement du PNIA", a lancé le deuxième vice-président burundais Gervais Ruyikiri, qui a ouvert les travaux de cette table ronde.

Il a également invité les investisseurs privés à profiter notamment des opportunités d'affaires et d'investissements qu'offre l'environnement burundais en investissant dans le secteur agricole. Il les a invités à le faire particulièrement dans la transformation et l'agro-industrie. Mis en place en 2009, le PNIA est un cadre de cohérence et de coordination des investissements dans le secteur agricole. Ses objectifs principaux sont entre autres d'assurer la sécurité alimentaire pour tous, augmenter les revenus des ménages, procurer des devises, fournir la matière première pour le secteur industriel encore chancelant et créer des emplois dans le secteur de la transformation et des services connexes à l'agriculture. Au cours de l'exercice 2012, il a été alloué pour la première fois depuis plus de dix ans au secteur agricole 11,8% du budget national, ce qui, aux dires du deuxième vice-président, "constitue la matérialisation de cette volonté du gouvernement du Burundi". Le secteur agricole se retrouve à la fois dans d'autres documents stratégiques du gouvernement en l'occurrence la Stratégie Agricole Nationale, le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté IIème génération, le Document d'Orientation du Secteur Elevage et le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA). Burundi : le PNIA 2012-2017 requiert des ressources de 1,1 milliards US\$. Le gouvernement burundais organise mercredi et jeudi à Bujumbura une table ronde des bailleurs de fonds pour la mobilisation des ressources financières du plan national d'investissement agricole (PNIA 2012 à 2017) dont le total de financement est estimé à 1.452 milliards de francs burundais (près de 1,1 milliard US\$). La ministre burundaise de l'Agriculture et de l'Elevage, Mme Odette Kayitesi, qui s'est exprimée à cette occasion, a fait remarquer que les ressources disponibles sont estimées à 587.582 millions de FBU (441 millions US\$) alors que les besoins additionnels s'évaluent à 864.719 millions de FBU (649 millions US\$), soit 60% des besoins totaux, dont 49.106 millions de FBU (36 millions US\$) sont attendus du secteur privé. En outre, a-t-elle ajouté, pour toute la période du PNIA, les déficits les plus importants s'observent dans les programmes de développement des filières et de l'agro-business et le renforcement des institutions publiques respectivement pour les proportions de 82% et 58%. Le deuxième vice-président burundais Gervais Ruyikiri a déclaré pour sa part que le Burundi, à l'instar des autres pays du Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NEPAD), a pris l'engagement de créer un environnement favorable à une meilleure compétitivité du secteur agricole et rural, d'atteindre l'objectif de croissance de 6% dans le secteur agricole et de mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre les investissements correspondants. Le gouvernement, a-t-il poursuivi, a aussi pris l'option d'allouer des ressources à hauteur de plus 10% du budget national au secteur agricole conformément à la déclaration de Maputo et de créer un cadre de référence coordonné pour le financement bilatéral et multilatéral du secteur. Le représentant du secrétaire général du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Thierry Mutombo Kalonji, a déclaré que son organisation a toujours témoigné de sa disponibilité à apporter son appui technique et logistique depuis la gestation du Plan Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) de 2009 au Burundi à ce jour et à assurer son soutien dans le plan national d'investissement. Il a en revanche exhorté le Burundi de se familiariser avec d'autres activités et programmes régionaux du COMESA. L'agriculture et l'élevage, qui occupent 90% de la population, contribuent à 44% au produit intérieur brut (PIB) et 95% des recettes d'exportation, jouent un rôle crucial dans toute la stratégie visant la réduction de la pauvreté au Burundi.